



# Réorganisation de l'ISAS

Déclaration CSE du 19 octobre 2022

Monsieur le Président,

Nous avons été informés et nous sommes aujourd'hui consultés sur la réorganisation de l'ISAS, institut de la Direction des énergies.

Pour l'UNSA SPAEN, La vraie question posée par la réorganisation en cours à Paris-Saclay est celle de savoir quelle est l'activité et son évolution, non seulement de l'ISAS, mais plus largement de la DES. Même si cette inquiétude concernant l'identité, l'activité et le financement de la DES est antérieure à la réorganisation présentée sur Paris-Saclay, l'UNSA SPAEN avait cru comprendre, au moment de la création de la direction, que celle-ci travaillerait prioritairement sur les énergies (bas carbone), secteur où les attentes sont actuellement particulièrement élevées et les difficultés particulièrement nombreuses.

La création de la DES il y a trois ans, s'est effectuée dans un contexte d'annonce de la fermeture de 25% du parc électronucléaire français (14 réacteurs sur 56), qui devait s'opérer sans construction prévue de nouveaux équipements (hors achèvement de Flamanville). Dans ces conditions, la « mission énergie » paraissait vouloir réorienter l'activité vers la « distribution intelligente » d'électricité plutôt que vers la « production bêta ». C'était l'époque où le projet phare était celui des « smart grid », et cela pouvait constituer la « pierre » que le CEA apporterait au nouveau « modèle énergétique » ; on pouvait approuver ou non, mais cela paraissait, sur le principe au moins, cohérent.

D'emblée, cette idée nous a cependant paru soulever quelques difficultés concrètes :

- ⇒ D'abord, il est évident que distribuer, même intelligemment, quelque chose qu'on n'arrive plus à produire constitue un véritable challenge. Il nous paraît difficile d'y trouver une réponse au niveau de l'ISAS ou même à celui de la DES.
- ⇒ Ensuite, nous n'avons jamais compris si, nationalement, l'idée de laisser la filière électronucléaire se désagréger était sérieuse ou si c'était juste un affichage politique. Nous sommes, de même, incapables de dire si la relance actuelle du nucléaire est sincère ou si elle relève d'un simple affichage. L'aval du cycle permettra éventuellement de le déterminer.

**L'énergie syndicale  
alternative**



**Section Paris-Saclay**  
Bât 477, centre de Saclay  
Tel : 01 69 08 47 38  
[spaen.psac@cea.fr](mailto:spaen.psac@cea.fr)

Ce qui est certain, c'est que les enjeux sont présents et immédiats, que ce soient ceux liés à la crise climatique ou ceux liés à la sûreté de notre approvisionnement et de notre production d'énergie.

La triste réalité nous a, quant à elle, rappelé que beaucoup de nos problèmes actuels relèvent de questions techniques de « grand papa ».

Pour l'UNSA SPAEN, il ne s'agit pas de plaider en faveur d'éventuels « GOD » (Good Old Days) qui sont partis à supposer qu'ils aient jamais existé, mais de s'interroger, au-delà de la réalité d'une éventuelle « relance du nucléaire », sur le rôle que le CEA et la « nouvelle DES » pourraient y tenir.

S'il est évident que la réorganisation précédemment évoquée ne démantèle aucunement nos activités traditionnelles, elle ne dit rien à leur sujet alors que les difficultés s'amoncellent et que les annonces se multiplient sur la relance de la filière et son organisation en mode « startup ».

En effet, les communications les plus récentes dessinent une distribution des rôles (et des financements) totalement modifiée, dans laquelle les acteurs traditionnels seraient délaissés, ou placés en seconde ligne, au profit de startups qui concourraient à des appels à projet et deviendraient de véritables « donneurs d'ordre ».

Les acteurs traditionnels (le CEA notamment) seraient amenés, pour suivre et survivre, à créer leurs propres « startup » pour aller récupérer ces financements, ou une partie d'entre eux. L'UNSA SPAEN a, par exemple, remarqué que le CEA va passer une convention avec un cabinet extérieur afin de créer des startups pour concourir aux appels à projet publics en matière de nucléaire.

Les autorités ont donc, manifestement, décidé que la filière devait être « dispersée façon puzzle », ce qui donne rarement de bons résultats mais permettra peut-être d'atteindre un objectif, annoncé par la LPR l'an dernier : celui de créer annuellement 500 startup de haute technologie. Bien entendu, personne ne croit sérieusement que des investisseurs privés vont mettre un sesterce pour développer des concepts innovants de réacteurs, activité qui cumulera les difficultés techniques, la rentabilité hypothétique et subira un risque politique élevé. Il s'agit donc d'aller « chaluter » dans des crédits publics.

En d'autres termes, le CEA, organisme public, va se faire accompagner par un cabinet privé (rémunéré) pour créer une startup privée afin de récupérer des fonds publics. Les shadoks continuent donc à pomper.

La grande règle de la « conservation cosmique » énonçant que, lorsqu'un système est dissipatif (il dissipera de l'argent public), les pertes finissent toujours « quelque part », certains de mes collègues nous ont déjà demandé (en mode « ironique ») comment postuler pour travailler dans ces startups dont ils pressentent que la politique salariale sera plus favorable que la grille d'embauche du CEA ... les gens sont incorrigibles. Nous avons dû leur répondre qu'il fallait descendre dans la rue pour ne pas augmenter l'âge de départ à la retraite. Ils pourraient alors bénéficier du superbe statut de conseiller scientifique de startup, prévu pour les anciens de Framatome, EDF, ORANO et le CEA bien évidemment.

Au-delà, les concepts avancés laissent dubitatifs : nous avons ainsi le tokamak en forme de pomme ou le « extra-small modular réactor » ... A l'heure où nous avons des difficultés à démarrer le RJH et à construire des « Small modular Reactor », la filière ne risque t'elle pas simplement de « extra pas » arriver à démarrer les « extra small modular reactor » ? La dispersion n'a jamais été bonne dans le nucléaire.

Ne parlons pas des dossiers de sureté, le jugement le plus récent de l'IRSN en la matière ayant été particulièrement sévère.

En somme, l'UNSA SPAEN s'inquiète de la perspective de voir le CEA dessaisi de son cœur de métier et obligé de se repositionner sur des thématiques sur lesquelles il entre en concurrence avec d'autres acteurs ; il s'inquiète aussi du devenir de la filière nucléaire, dont une part serait transférée à des entités dont l'efficacité et la pertinence restent à déterminer.

Alors, soyons sérieux et retrouvons un minimum d'humilité face aux difficultés techniques ; employons donc nos ressources à refaire les soudures de la carlingue, à nettoyer la rouille des tuyaux et à amortir les vibrations du système. Cela n'exclut pas la mise en place d'outils innovant et leur mise en visibilité (intelligence artificielle, « smart grid », etc ...), mais il est nécessaire de garder ses priorités en tête, ainsi que les moyens humains et financiers à leur associer.

Quel rapport avec la réorganisation de l'ISAS ? Pas grand-chose, c'est vrai, signe d'ailleurs qu'elle ne pose pas, en elle-même, de difficulté majeure et a été menée d'une manière pertinente et adaptée. Il est certain, aussi, que rebaptiser (ou pas) le SRMA ou bannir le mot « nucléaire » de l'établissement de Paris-Saclay n'aura pas d'influence sur notre capacité à avoir (ou pas) de l'énergie cet hiver. C'est d'ailleurs bien cela qui interpelle : que la réorganisation d'un institut de la DES ne se focalise pas sur ce dernier sujet.